

Paris, le 15 juin 2012

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

**SITUATION FINANCIERE DES HÔPITAUX : NON AUX PARTIS PRIS ET AUX CONTREVERITES**

### C O N T A C T PRESSE

● Cédric Lussiez  
T 01 44 06 85 22  
c.lussiez@fhf.fr

La Fédération hospitalière de France (FHF) a pris connaissance du dossier récemment paru dans un hebdomadaire sur la situation financière des hôpitaux publics, qualifiée de « scandaleuse ».

Elle déplore l'utilisation d'un titre racoleur, ainsi que les contrevérités qui servent un procès à charge bien éloigné de la réalité, alors que les hôpitaux publics sont chaque jour plébiscités par les Français. Elle condamne fermement les partis pris, ainsi que l'opération consistant à brocarder l'hôpital public en dénigrant sa prétendue inefficacité et en faisant mine de révéler des scandales.

La FHF rappelle tout d'abord sa volonté de transparence totale sur les comptes des hôpitaux, se félicitant des progrès enregistrés à l'initiative des établissements de santé en matière de comparaison des dépenses comme des pratiques médicales. Comme le relève le dossier mentionné, les cliniques privées n'ont d'ailleurs pas effectué le même effort de transparence alors qu'elles sont financées par la collectivité nationale.

La FHF souligne que l'indicateur Hospidiag permet en effet d'utiles comparaisons, à condition qu'il soit un outil de dialogue intelligent avec les acteurs de terrain et non l'occasion d'une stigmatisation absurde. On ne peut juger de l'activité d'un établissement que par une approche combinant différents indicateurs. La sous-utilisation d'un bloc opératoire peut ainsi être parfois la contrepartie de l'obligation de permanence des soins dans certaines zones géographiques. De la même manière, on ne peut pas comparer un bloc dédié à une activité programmée et un bloc adossé aux urgences.

Aussi est-il nécessaire de ne plus donner, comme le fait cet hebdomadaire, une interprétation tronquée des données brutes fournies par les établissements. C'est pourquoi la FHF demande aux autorités ministérielles de donner à l'Agence nationale d'appui à la performance (Anap) l'indépendance nécessaire pour permettre une interprétation partagée et objective de ces données, à l'instar de ce que réalise l'INSEE.

Sur les arguments avancés dans le dossier, la FHF déclare solennellement qu'ils sont contraires à la vérité :

- Non, les hôpitaux publics ne sont pas trop endettés, bien au contraire, il était nécessaire de relancer l'investissement pour leur permettre de se moderniser ;
- Non, les hôpitaux ne creusent pas leurs déficits d'exploitation. Les déficits de gestion ont été divisés par trois depuis 2007, se limitant à 180 millions d'euros en 2010, soit moins de 0,3% du budget des hôpitaux. Seul un tiers des hôpitaux présente un déficit, alors que c'est le cas pour la moitié des cliniques ;
- Non, les responsables hospitaliers ne refusent pas de faire évoluer leurs organisations. Ils ont engagé de profondes transformations pour moderniser l'offre de soins, pour tenir compte des avancées thérapeutiques et des possibilités ouvertes par les nouvelles modalités de prise en charge. La plate-forme de la FHF élaborée à l'occasion du débat présidentiel est là pour le démontrer ;
- Non, les hospitaliers ne rêvent pas d'hospitalo-centrisme. La FHF travaille au quotidien avec les représentants de la médecine de ville pour éviter les hospitalisations inutiles ;

Mais il est un dossier qui n'est jamais évoqué, c'est la lutte contre les prescriptions inutiles, dangereuses pour le patient et par ailleurs coûteuses pour la collectivité. Cette lutte, ce sont les hospitaliers publics qui l'ont engagée !

Les hôpitaux publics méritent mieux que les interprétations douteuses et les attaques sans fondement.

Frédéric Valletoux, Président  
Gérard Vincent, Délégué général